



Réunion technique de haut niveau

Insurrections et insécurité en Afrique: Faire le bilan, endiguer la vague

NOTE CONCEPTUELLE

Bibliothèque présidentielle Olusegun Obasanjo (OOPL),
Abeokuta, État d'Ogun, Nigeria.

1er et 02 juillet 2022

On s'était attendu à ce que la fin de l'ancienne guerre froide entre les blocs de l'Est et de l'Ouest augure une ère de paix et de stabilité généralisée dans le monde entier, ce d'autant plus que de nombreuses guerres par procuration menées par les blocs adversaires de puissance mondiale avaient commencé à s'estomper. On s'était attendu en particulier à ce que l'Afrique, l'un des principaux champs de bataille idéologique et militaire de l'ère de l'ancienne guerre froide, tire pleinement parti du dividende de la paix. Cependant, l'accalmie de conflit sur le continent fut de courte durée, car les pays africains furent propulsés dans une ère que Mary Kaldor et al qualifieront de « nouvelles guerres » en raison de leurs caractéristiques singulières, notamment leur nature intra-étatique. Ces « nouvelles guerres » avaient cours principalement au Liberia, en Sierra Leone, en Somalie et au Soudan dans l'intervalle situé entre les années 1990 et le début du nouveau millénaire, pour citer les exemples phares de conflits armés intra-étatiques qui ont secoué les régions du continent. Outre ces « nouvelles guerres », avaient également émergé d'autres sources de grave instabilité qui avaient dégénéré, dans le pire des cas, en épisodes de génocide et de nettoyage ethnique tel qu'observé dans les Grands Lacs, en particulier au Burundi, au Rwanda et en République démocratique du Congo.

Quoique les premiers cycles de conflits de l'après-guerre froide sur le continent africain furent largement séculaires de par leur nature, à l'aube du nouveau millénaire, ces derniers commencèrent à prendre une dimension distinctement radicale qui s'était dégagée des antécédents et contextes de mécontentement. Ils tirèrent leurs sources d'inspiration et de ressources des franchises mondiales de l'extrémisme violent comme Al-Qaeda et plus tard l'État islamique.

Au cours des 22 premières années du nouveau millénaire, ces groupes extrémistes radicaux-Al Shabab, Boko Haram, Al-Qaeda au Maghreb, Ansaru, Seleka, Province d’Afrique de l’ouest de l’État islamique, État islamique et Ansar Al-Sunna au Mozambique, pour citer les plus connus, disputèrent l’espace politique et territorial avec l’État. À cet égard, ils ont en partage certaines principales similitudes avec les groupes radicaux en Algérie organisés en Front islamique pour le salut (FIS) et en Groupe islamique armé (GIA), dont les confrontations avec l’État algérien après le coup d’état militaire de 1992 avaient plongé le pays dans une guerre civile prolongée. Ces groupes ont coexisté avec-et, dans de nombreux cas, se sont fondus en - divers groupes criminels organisés, milices ethno-régionales et bandits transfrontaliers.

Quoique qu’elles aient débuté comme des expériences localisées d’extrémisme radical, les activités des groupes extrémistes se sont développées considérablement au fil du temps au point de prendre des dimensions transfrontalières. En dépit des efforts, surtout à caractère militaire, visant à endiguer les activités des radicaux et des insurgés, ces dernières ne présentent aucun signe de décélération. Au contraire, au-delà de la Corne de l’Afrique/Afrique de l’Est et du Sahel, l’Afrique centrale, et tout récemment l’Afrique australe ont été le théâtre des activités et actions des groupes extrémistes. Lorsque les activités des groupes extrémistes en Afrique du Nord, où pratiquement aucun pays n’est épargné par les défis posés par les insurgés radicaux, sont ajoutées au tableau, il en ressort une situation généralisée d’un continent exposé, en toutes ses composantes sous-régionales, aux activités des groupes qui remettent en question le projet contemporain de l’État-nation et cherchent à le supplanter par leurs propres versions du nouvel ordre fondé sur leur interprétation de l’Islam. Plus inquiétant encore, les activités des extrémistes radicaux menacent de continuer à s’étendre avec des conséquences potentiellement inimaginables pour la stabilité et le progrès.

De nombreuses études ont été menées et publiées sur les origines et causes profondes de l’extrémisme violent sur le continent. Des problèmes de pauvreté et d’inégalités qui se sont envenimés au fil du temps à des expériences prolongées d’exclusion, de marginalisation, de chômage croissant et insoutenable des jeunes couplés à des mécanismes étatiques dotés d’une capacité et d’une légitimité diminuées, les divers cadres interprétatifs et analytiques mis en place ne disposent certainement pas d’un certain degré de véracité et de pertinence. L’effilochage de l’État libyen à la suite du renversement du régime Kadhafi soutenu par l’OTAN et la circulation des armes et des combattants entre le pays et le Sahel ont accentué la complexité des défis sécuritaires en Afrique centrale et en Afrique de l’Ouest. Cependant, au-delà des causes profondes, le défi actuel est de trouver la solution la plus efficace permettant d’endiguer la montée et l’expansion de l’extrémisme radical sur le continent et, ce faisant, de rétablir l’autorité incontestée de l’État ainsi que sa légitimité en matière de gouvernance et sa capacité à prendre des dispositions concernant divers problèmes qui sont au cœur du mécontentement des citoyens.

À ce jour, la riposte au problème d’insurrections soutenues par les extrémistes radicaux est un ensemble varié d’opérations sécuritaires complétées par le soutien international dans le cadre général de la guerre mondiale contre le terrorisme. Les dispositions à l’échelon national sont constituées surtout des tentatives de recherche d’une solution militaire visant à intimider et à réprimer les insurgés. Quoique soutenue par des armes d’origine internationale, les groupes de travail multinationaux, les opérations de l’ONU et, plus récemment, les entrepreneurs militaires et les mercenaires, il s’est avéré que l’approche militaire présente des insuffisances significatives caractérisées par son incapacité à enrayer les insurrections. Puisque dans de nombreux pays, cette approche est confrontée au problème d’insurgés extrémistes, une situation d’impasse s’est développée, suscitant un sentiment de conflit et d’insécurité permanent au sein de la population.

Dans l'optique de contribuer à redresser la situation d'impasse qui prévaut, l'Union africaine a procédé au lancement d'un certain nombre d'initiatives, dont la désignation d'un chef d'État en qualité de point focal de l'organisation en matière de terrorisme et l'institution d'un centre continental sur le terrorisme en Algérie. Pour appuyer ces efforts ainsi que les initiatives menées à l'échelle nationale par les pays membres de l'Union africaine, la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA) organise une réunion technique de haut niveau. L'objectif premier de la rencontre est de s'inspirer des connaissances du continent et de la diaspora pour envisager des options supplémentaires permettant d'endiguer de manière efficace la propagation de la violence extrémiste sur le continent. Les options permettant d'amplifier les réformes politiques, économiques et sociales dans le cadre du large éventail de mesures qui viendront en complément à la nouvelle formule de la riposte sécuritaire militaire à l'insurrection sont d'une urgence particulière.

La réunion se veut une session de deux jours qui permettra aux experts invités de procéder à un examen approfondi et fondé des prouesses et insuffisances des approches actuelles axées sur l'enrayement et la lutte contre les activités des groupes extrémistes en vue de contribuer à la formulation de réponses complémentaires et /ou alternatives qui pourraient guider l'Afrique vers des solutions durables à l'insurrection radicale sur le continent. Les débats organisés à l'occasion de la rencontre seront animés par S.E. Olusegun Obasanjo, Ancien Président de la République fédérale du Nigeria et homme d'État panafricaniste de premier plan. Les perspectives et recommandations émanant de la rencontre seront transmises à l'Union africaine par l'entremise du Chef d'État qui sert de point focal en matière de lutte contre le terrorisme.

La réunion sera organisée sur la base de la non-attribution de contributions faites par les participants à titre individuel. Les débats seront structurés autour de différents sous-thèmes pour lesquels les participants seront désignés pour proposer des réflexions clés à l'effet d'introduire les questions examinées. Le rencontre sera placée sur le thème général de « Insurrections et insécurité en Afrique: Faire le bilan, endiguer la vague ». Les sous-thèmes à couvrir sont les suivants:

- Bref rappel des origines et dimensions de l'insurrection extrémiste en Afrique
- Stratégie et historique de l'endiguement militaire de l'insurrection en Afrique
- Au-delà des solutions militaires à l'insurrection en Afrique: Options politiques
- Au-delà des solutions militaires à l'insurrection en Afrique: Options socioéconomiques
- Au-delà des solutions militaires à l'insurrection en Afrique: Justice, réconciliation et réintégration
- Recalibrage du rôle des organisations sous-régionales et continentales dans la perspective d'une approche plus intégrée à la gestion et à l'enrayement de l'insurrection en Afrique

La réunion organisée en présentiel se déroulera les 1er et 2 juillet 2022 à la Bibliothèque présidentielle Olusegun Obasanjo (OOPL), sise dans l'État d'Ogun au Nigeria. Le français et l'anglais seront les langues de travail et les participants bénéficieront des services d'interprétation simultanée. La participation se fera strictement et uniquement sur invitation.

Pour de plus amples informations, bien vouloir contacter Mme Souad Aden-Osman, Directrice exécutive de la CoDA. **Courriel:** Aden-Osmans@africa-union.org

